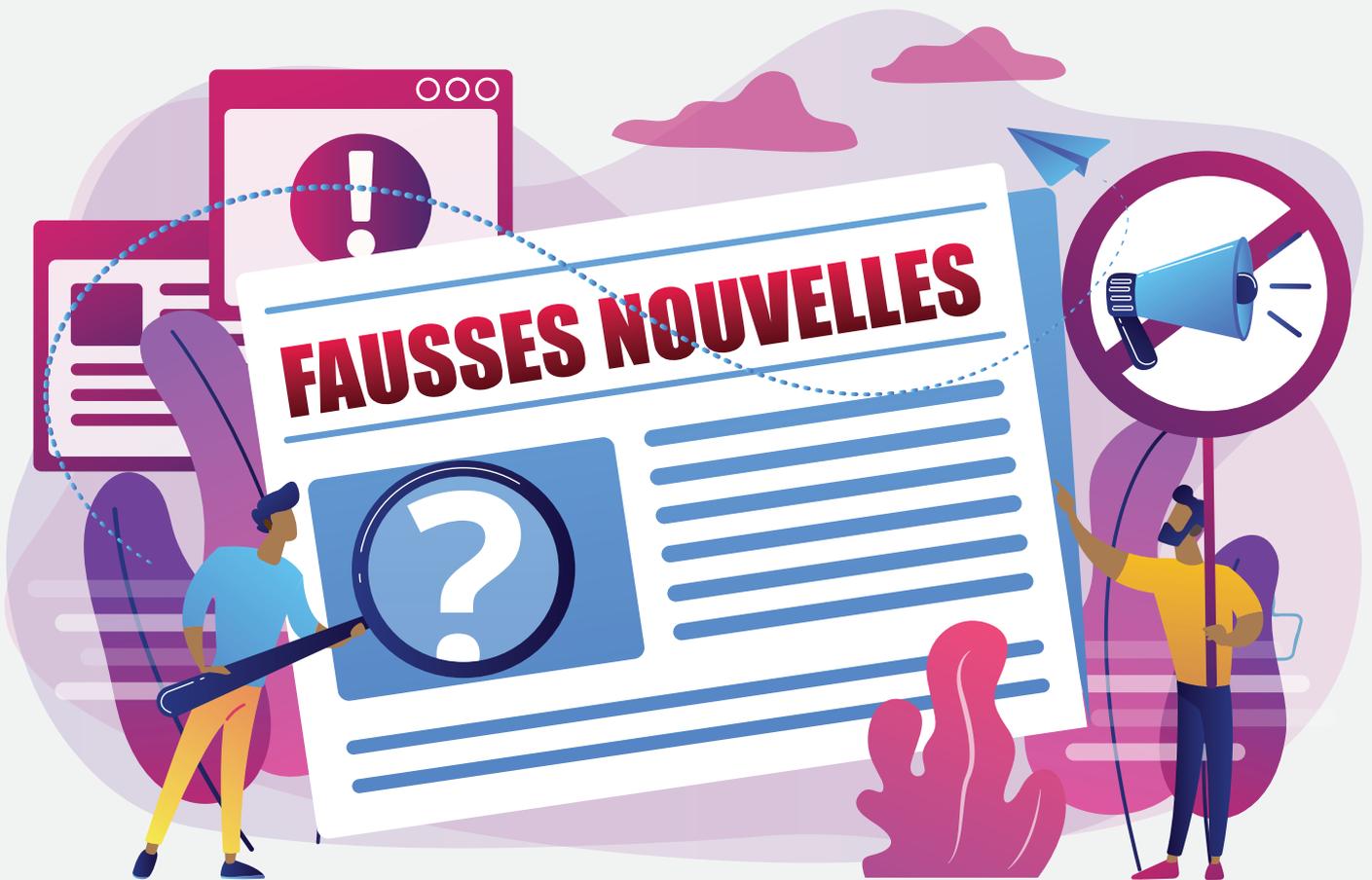


# Les Médias et les Fake News sur la COVID-19 : Cas du Bénin



## Introduction

La crise sanitaire de la COVID-19 a frappé le monde entier de plein fouet. Le Bénin n'échappe malheureusement pas. A la date du 7 octobre 2020, le Bénin comptait 2357 cas confirmés dont 343 sous traitement, 1973 guéris et un total de 41 décès. Alors que la pandémie sème encore le chaos à travers le monde en raison de la montée d'une deuxième vague en Europe, les citoyens ainsi que les acteurs des médias au Bénin ont été inondés par une avalanche de fausses informations qui non seulement visaient à discréditer les communications du gouvernement mais aussi à semer la peur au sein des populations.

En effet, les fausses informations ou « Fake News » sont généralement diffusées à une vitesse impressionnante et incontrôlée sur internet à travers les canaux comme les médias sociaux ; semant ainsi une psychose au sein de la population, transformant aussi les internautes en relais privilégiés de ces fausses informations.

Les médias dont la mission est de donner des informations fiables et crédibles, surtout en cette période de crise, se sont retrouvés au centre de cette tourmente de fausses informations. Au même moment, la demande d'information au niveau de la population face la COVID-19 est montée en flèche. Selon un rapport de la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) le nombre de visiteurs des sites d'informations en ligne "à vue" a augmenté à travers l'Afrique de l'Ouest suite au premier cas de coronavirus dans la région. L'éruption des fausses informations en même temps que la pandémie signifie qu'outre les mesures de lutte contre la pandémie, les gouvernements doivent également se préoccuper du flow d'information concernant la pandémie.

Face à cet état des lieux, il est primordial de conduire une analyse détaillée du phénomène. Ceci en vue de mieux comprendre le phénomène et d'y apporter des solutions pratiques qui pourront guider les mesures anti-fakes news des autorités.

C'est dans ce cadre que la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) en collaboration avec son partenaire national l'Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM) a produit le présent rapport. Ce rapport se veut une analyse de la question des fausses informations durant la période de la COVID-19 ainsi que des mesures mises en place par le gouvernement Béninois en vue d'y pallier.

Dans le but de conduire ladite analyse, le présent rapport prend en considération le contexte général de la question des fakes news lors de la COVID-19, les tendances des fakes news pendant la pandémie, l'impact des fausses informations sur le travail des médias et la lutte contre la pandémie, les mesures adoptées contre les fakes news, et l'impact des mesures gouvernementales contre les fakes news sur les médias. L'aspect final consistera à apporter des recommandations afin d'endiguer la propagation des fausses informations.

## I- CONTEXTE GENERAL

Suite à l'apparition de la pandémie du coronavirus au Bénin, le gouvernement a adopté une batterie de mesures. Cependant, ces dernières ont parfois fait objet d'incompréhension et de critiques liées à la panique créée par les fakes news. Alors que le phénomène de fausse information prend de l'ampleur, la communauté médiatique béninoise s'échine pour trouver les outils nécessaires et la méthode adéquate pour produire la bonne information et aller contre les fake-news qui ont alimenté tant soit peu l'opinion publique et ont mis le peuple au début de la crise dans la confusion et l'effroi.

La Covid-19 est apparue au Bénin dans un contexte électoral désinvolte pour la quasi-totalité des couches socio-professionnelles. Ce contexte a favorisé l'émergence d'une série d'information contredisant les communications gouvernementales. Ainsi s'est créée une propagation de fakes news, surtout sur les mesures de prises en charges des patients.

La prolifération de fausses informations au Bénin a également été favorisée par une limitation des personnes ressources au niveau du gouvernement. Plusieurs informations contredisant celles du gouvernement faisaient surface. Le manque de communication transparente de la part du gouvernement a exacerbé la situation.

Il est facile de constater que les médias n'ont pas fait du simple relais d'informations leurs choux gras. Cependant, ils ne disposaient pas d'autres sources fiables capable de leurs confirmer les informations ou préciser les particularités liées à l'utilisation de telle ou telle technique de détection de la COVID-19 sur un individu. Dans le rapport Média et COVID-19 du mois d'Avril sur le Bénin, de nombreux professionnels des médias ont relevé une certaine ambiguïté et défaut de transparence dans la mise à disposition de l'information, surtout quand le gouvernement s'oppose au contact des malades guéris ou personnes ressources pouvant éclairer davantage l'opinion publique.

Cet état des lieux ainsi que la dénonciation de la mauvaise gestion des fonds destinés à la COVID-19 (dons des partenaires techniques et financiers, les entreprises privées et les particuliers) ont donné lieu à la confusion au sein de la population. Ceci a créé les conditions favorables à la production et la propagation de fausses informations.

## **II- TENDANCES DES FAKES NEWS PENDANT LA PANDEMIE :**

Alors que les autorités gouvernementales étaient préoccupées par la crise sanitaire et adoptaient les mesures de riposte pour juguler la crise ainsi que son impact économique. Une autre pandémie nommée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) «**infodémie**» ou «**infox**» se répandait sur les réseaux sociaux dont les citoyens étaient les principaux vecteurs de propagation.

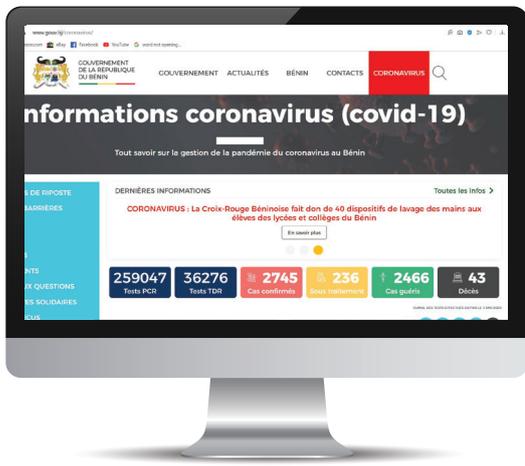
Les fausses informations répandues dans un premier temps portaient sur plusieurs aspects. Elles se sont articulées autour de l'existence ou non de la maladie, des recettes médicinales pour en guérir si celui-ci existait, sur l'adaptabilité climatique des populations et l'immunité chromosomique des africains notamment des béninois face au coronavirus.

De nombreuses fausses informations portaient sur des contenus qui dénonçaient à tort une guerre biologique dans le monde par le coronavirus. Certaines de ces fausses informations déformaient l'acronyme COVID-19 (19<sup>ème</sup> colonisation vitale contre l'Afrique), d'autres encore parlaient d'une stratégie de commercialisation de masques et de gels alcooliques par les grandes puissances. Selon le Président de l'ONG ROSCAO, Paul ADAHOU «*la création de ces superstitions a par la suite constitué un frein à l'effort de sensibilisation pour le changement du comportement social des populations et a mis à mal la stratégie de riposte du gouvernement*».

Un autre aspect de ces fausses informations portait sur le côté sanitaire. Des guérisseurs traditionnels et autres charlatans qui maintenaient que la COVID-19 n'était juste que du paludisme chronique et aggravé. Ceux-ci soutiennent qu'ils peuvent traiter et guérir le COVID-19 par les alcoolatures (infusion de racines, d'écorces et de feuille avec de l'alcool).

La forte propension de la population Béninoise aux croyances religieuses et traditionnelles a conduit à une forte propagation des messages des guérisseurs traditionnels. Ces derniers, avançaient que la COVID-19 n'était qu'un mauvais esprit qu'il faut conjurer à travers des cérémonies de libation et d'immolation de coqs, moutons et bœufs.

Concernant les statistiques, à un moment donné, une confusion s'est instaurée autour des chiffres obtenus par les médias auprès des populations comparativement aux chiffres publiés par le Ministère en charge de la santé, qui



elle d'information sur la pandémie.

Cette situation découle certainement du décompte des malades sur la base des tests PCR et TDR. A ce niveau la recommandation dite de l'OMS pour valider les vrais contaminés ont entraîné une disparité de chiffres. Les médias relayaient des taux élevés de malades pendant que le Ministre de la Santé montait au créneau pour relativiser et préciser les chiffres réels à prendre en compte. Selon le site du gouvernement [www.gouv.bj](http://www.gouv.bj) *«...ces nouveaux indicateurs ne tiennent compte que des tests PCR. Ils sont ceux retenus par l'OMS ce qui diminue sensiblement le nombre de cas officiellement confirmés au Bénin»*

Parallèlement le journal "Palabre au quotidien" de Claude ADJIKPA informait que *«l'organisation mondiale de la santé, organe mondial officiel en charge des questions sanitaires ne reconnaît pour le moment comme cas positifs confirmés que ceux issus des tests de PCR»*.

Suite à cet épisode qui n'a fait que jeter du discrédit à l'égard des chiffres du gouvernement. Une des Béninoises rapatriées du Koweït a fait partager sur les réseaux sociaux un élément audio décrédibilisant les efforts du gouvernement dans sa stratégie de lutte contre le Coronavirus. Cette information a par la suite été démentie par le gouvernement. L'ampleur prise par les fausses informations 'a généré de significatifs inconvénients sur les médias. Ceci a créé des fois une psychose au sein de la population Surtout quand ces fausses nouvelles viennent des professionnels des médias et de la santé.

### III- IMPACT DES FAUSSES INFORMATIONS SUR LE TRAVAIL DES MEDIAS

Le rôle que la presse a joué dans la stratégie de riposte du gouvernement a été incontournable. La presse relayait la première source les informations sur la pandémie dans le pays (nombre de personnes infectés, les victimes, et stratégie de lutte), et représentait à la fois une source d'information pour la population. Cependant, Les fausses informations ont au fil du temps contribué à la dégradation de la crédibilité des médias. Cette situation a contribué à une crise de confiance en la presse d'avec ses consommateurs. Ceci a été exacerbé du fait du contexte électoral qui a donné lieu à la prolifération d'informations politiques ou selon Richard ALLOSSOHOUN, député à l'assemblée nationale chaque catégorie de médias soutient son camp politique.

Il en ressort de cette situation, le fait que face aux fakes news, les populations ont plutôt placé leur foi en ces écrits désinformant. Ainsi, la psychose s'est emparée de tous. La peur de se faire dépister est née. Par conséquent, les chiffres incompris et les informations pourtant crédibles des journalistes sont plutôt reçus avec beaucoup de réserve.

*«Chacun choisit son canal d'information, ce qui a conduit les gouvernants à prendre leurs responsabilités pour sensibiliser les populations par des communiqués, diffusion de spots publicitaires et grand renfort médiatique. D'où la disparition des initiatives personnels de production de la plupart des journalistes»* nous a confié Saturnin HOUNKPE, Vice-président du Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel du Bénin (CNPA-Bénin).

En plus de cette situation peu appréciable, les guérisseurs traditionnels viennent semer un faux espoir au sein des communautés en exhibant les alcoolatures qui seraient efficace à la pandémie. Malheureusement, tout ceci n'a subi aucun contrôle scientifique et pharmacologique. La frange importante de la population qui y a cru a plongé

dans l'alcoolisme.

## **IV- MESURES ADOPTÉES CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS :**

Face à l'ampleur grandissante des fausses informations sur la COVID-19, plusieurs mesures ont été adoptées et des efforts entrepris auparavant par les parties prenantes ont été intensifiés. La plupart des initiatives anti-fakes news provenaient du gouvernement avec la mise en place d'une équipe de 15 personnes chargées principalement de lutter contre l'infox à travers les plateformes en ligne contenant les informations sur les directives de l'OMS et les mesures adoptées par le gouvernement en vue de limiter et d'endiguer le virus.

Outre le site internet du gouvernement (<https://www.gouv.bj/coronavirus/>) qui a joué un rôle important en drainant en moyenne 16000 visiteurs par jour, l'équipe anti-fake news du gouvernement a réalisé des messages audios dans 15 langues locales en vue de mieux sensibiliser les populations avec des informations fiables.

Dans le but de décourager la propagation et les publicités de remèdes traditionnels non-vérifiés sur la COVID-19. L'Etat à travers une sortie médiatique, a rappelé à la conscience professionnelle des journalistes le décret N°2018-262 du 28 Juin 2018 portant interdiction de la publicité sur les professions libérales, les produits médicaux afin d'arrêter les élans propagandistes des alcoolatures et plantes pouvant guérir la COVID-19.

Au niveau des instances régulatrices des médias, il s'agissait plutôt d'un rappel à l'ordre et à la vigilance. Pour Evariste HODONOU, Président du Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel du Bénin (CNPA-Bénin) « Au nombre des mesures prises par les médias, il faut saluer le communiqué conjoint d'alerte initié par l'Assemblée Spéciale des Associations Professionnelles des Médias pour rappeler aux journalistes la nécessité pour eux d'éviter de publier des fakes news ; mais également inviter les gouvernants en Afrique à l'exploitation modérée et non abusive du code numérique».

Selon Eric Omer Mahoussi SOUNOVI, Président de l'Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM) «*l'Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM) a publié un communiqué pour rappeler aux professionnels des médias leurs responsabilités sociales face aux effets des fakes news et à ne jamais les relayer*».

Le Réseau des Promoteurs et Professionnels des Médias en ligne (REPROMED) a initié quelques actions de campagne de sensibilisation et d'échange avec ses membres dans le cadre de la lutte contre la propagation des fakes news en cette période de la COVID-19. L'objectif est d'amener le réseau à n'exploiter exclusivement que les informations données par le gouvernement sur la COVID-19 au Bénin.

## **V- CONCLUSION**

L'industrie de la presse depuis l'éruption de la pandémie de coronavirus, mènent une double bataille. Une contre la pandémie et l'autre contre les fausses informations qui ont mis à mal la stratégie de riposte du gouvernement et mieux, ont dégradé leurs crédibilités vis-à-vis des citoyens.

Face aux flux croissants de l'information dans laquelle se sont incrustées les fausses informations, «*la pandémie de COVID-19 a induit une nouvelle spécialité de journaliste au Bénin (gestion de l'information en période de pandémie). Il est à reconnaître que la délicatesse que requiert la gestion de l'information en période de pandémie impose aux professionnels des médias une rigueur professionnelle et une responsabilité sociale sans faille. Au risque de faire basculer toute une nation dans la torpeur*» dixit Eric Omer SOUNOVI, Président de l'Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias (ODEM).

En vue de palier sur le long terme aux fausses informations au Bénin en période de pandémie, nous formulons les recommandations suivantes :

### **Au Gouvernement :**

- Améliorer le cadre institutionnel régissant l'information, la production, la publication, la diffusion en cas de pandémie (Accès favorable à l'information)
- Multiplier les stratégies de sensibilisation et de communication sur les causes, les manifestations et les conséquences dévastatrices de la COVID-19 pour un changement social de comportement
- Développer un monitoring efficace de suivi-évaluation à l'échelle nationale

### **Aux organes de presse :**

- La veille stratégique doit être redoublée et de mise. Les échanges d'expériences réussies avec d'autres pays doivent être partagés en vue de lutter efficacement contre la COVID-19.
- Le renforcement continu des capacités des professionnels des médias et des web activistes
- Le renforcement des capacités logistiques et financières des entreprises de presse pour leur autonomisation. La nécessité d'un plaidoyer s'impose ainsi que la mise en place du Fonds d'Appui au Développement des Médias institué par le code de l'information et de la communication voté en 2015.

### **Aux associations et organisations de développement des médias :**

- Créer un cadre/une plateforme de concertation et de partage de l'information : En période de pandémie, l'accompagnement de tous les acteurs s'avère impérieux. La défaillance d'un maillon déstabilisera toute la chaîne. D'où la nécessité de créer pendant et après la pandémie de COVID-19 un cadre de concertation volontariste, pluridisciplinaire agissant dans une complémentarité, une synergie et une solidarité avérée dans la collaboration journalistique et le partage d'information.
- Le renforcement de l'instance d'autorégulation (ODEM) pour une proactivité efficiente dans la gestion des contenus des médias (Disposer d'un call center pour recueillir des plaintes)  
Définir des rencontres statutaires d'évaluation des actions mises en œuvre en vue de leur amélioration.S